

Croissance des provinces

PERSPECTIVES DU QUÉBEC

Septembre 2009

Ensemble ils tomberont, ensemble ils se relèveront

Tel que prévu dans nos perspectives du mois de juin, l'économie canadienne dans son ensemble présente des signes tangibles qu'elle se dirige vers le chemin de la reprise. Cependant, dans l'arène provinciale, le portrait s'est quelque peu entaché. Les récents développements du marché laissent entendre que le ralentissement économique est plus généralisé que prévu cette année. Plus précisément, nous prévoyons désormais que neuf provinces afficheront une croissance négative en 2009. Cette révision concerne la rétrogradation de deux des trois seules provinces pour lesquelles nous avons prévu précédemment une expansion. La Saskatchewan – qui était classée l'an dernier au premier rang sur le plan de la croissance – a subi une importante révision à la baisse en raison des mauvaises conditions des récoltes de l'été, d'une baisse marquée de la production de la potasse et d'un investissement dans le secteur résidentiel plus faible que prévu. De même, l'économie de la Nouvelle-Écosse affiche maintenant un modeste repli en raison de la contraction des dépenses en immobilisations. Quant au Manitoba, la seule province demeurant en territoire positif en 2009, il a été déclassé depuis notre rapport du mois de juin. Aujourd'hui, on le considère à la limite.

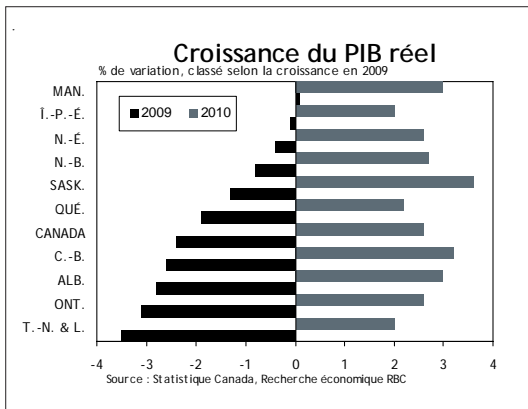
Nous avons également révisé nos prévisions pour d'autres provinces, en général à la baisse, notamment la Colombie-Britannique, l'Alberta, le Québec et le Nouveau-Brunswick. Toutefois, les ajustements que nous avons apportés, en tout, s'annulent. Le principal effet compensatoire cette année provient d'une hausse de nos prévisions pour l'Ontario où la situation nous apparaît moins sombre à la lumière de la dissipation de l'incertitude entourant le secteur automobile, même si cette province subit encore les effets de la crise. En fait, on prévoit toujours que l'Ontario enregistrera le recul le plus marqué au pays après Terre-Neuve-et-Labrador qui est sous le poids d'une baisse considérable de sa production de pétrole brut et de l'exploitation minière. Nous avons aussi réduit considérablement le taux de fléchissement de l'Île-du-Prince-Édouard (qui affiche contre toute attente un fort volume d'exportations de produits de la pomme de terre et de composantes d'aéronef).

À l'exception d'une seule province qui devrait être épargnée par la récession en 2009, la situation semble plus généralisée que jamais. Par comparaison, l'Ouest canadien a été en grande partie épargné par la crise au début des années 90 tandis que la région de l'Atlantique a été épargnée au début des années 80.

Or, on prévoit que la reprise sera tout aussi répandue l'an prochain. Les dix provinces devraient profiter d'une relance en 2010, qui sera menée par l'Ouest canadien. La fin de la crise financière mondiale laisse entrevoir des signes de reprise dans l'ensemble du pays, comme en témoigne la spectaculaire remontée de la vente des maisons existantes. On prévoit la fin de la récession au troisième

Croissance du PIB réel

% de variation, classé selon la croissance en 2009



Robert Hogue

Recherche économique RBC

robert.hogue@rbc.com

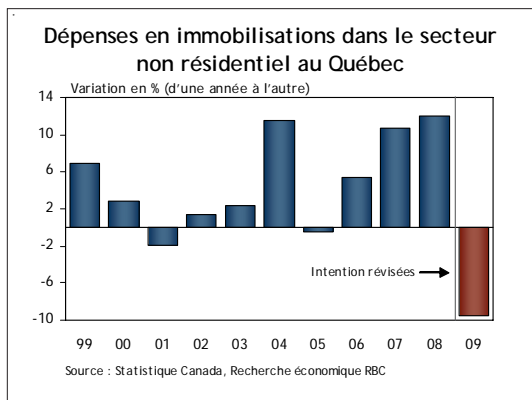
trimestre et un rétablissement de la confiance. Ces conditions ouvrent la voie à une augmentation des dépenses des entreprises et des particuliers au cours de la prochaine année. Les dépenses relativement élevées du secteur public fournissent un stimulant économique dans la plupart des régions, et cette situation devrait se poursuivre l'an prochain. De plus, la reprise imminente de l'économie américaine stimulera la demande pour les exportations canadiennes et donnera un nouveau souffle aux marchés des matières premières, ce qui aura pour effet de faire monter les prix et de susciter de l'intérêt pour la hausse de la capacité de production.

Le solide rendement que nous prévoyons en 2010 pour l'Ouest canadien reflète en grande partie la remontée des marchés des matières premières et la hausse des dépenses liées aux projets d'immobilisations. En Colombie-Britannique, la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 stimulera l'activité économique.

Québec – Évite le pire de la récession

Même si le Québec a su éviter les pires dangers de la récession, il n'en a pas moins été touché par la crise mondiale, ce qui l'a placé dans une position de repli. La vigueur des dépenses en immobilisations (en particulier les infrastructures publiques) et la résilience du secteur immobilier ont été ses principales armes. Celles-ci ont pourtant montré des signes de faiblesse au cours de l'année. Même si les dépenses en infrastructures publiques progressent à grands pas, les sociétés privées ont fortement réduit les projets d'acquisition de biens d'équipement. D'après la dernière enquête de Statistique Canada sur les prévisions en matière de dépenses en immobilisations, les biens d'équipement de la province devraient accuser une baisse de 21 % cette année en comparaison avec le pronostic établi il y a six mois. On prévoit, par conséquent, que le montant total des dépenses en immobilisations dans le secteur non résidentiel subira une baisse considérable en 2009 (d'une valeur nominale de 9,5 %, contre les prévisions précédentes de 0,4 %). Quant au secteur résidentiel, auparavant stable, il a fait preuve d'une grande volatilité, ce qui a suscité des craintes de dérapage. L'activité de revente, qui a subi une chute considérable entre la fin de l'année précédente et le début de l'année, s'est heureusement redressée au printemps et à l'été. La construction de logements devrait somme toute connaître un atterrissage en douceur, comme prévu précédemment. Les perspectives moroses en matière de dépenses en immobilisations non résidentielles nous ont amenés à réduire le PIB réel prévu en juin, de -1,6 % à -1,9 % pour 2009. Au chapitre des bonnes nouvelles, la détérioration des exportations nettes s'est ralenti en première partie d'année (grâce à une chute marquée des importations), ce qui a eu un effet compensatoire positif sur l'économie.

La reprise attendue l'an prochain (2,2 %) a été légèrement révisée à la baisse (par rapport à 2,3 % auparavant) sous l'effet d'un élan plus faible que prévu en matière de dépenses en immobilisations. La croissance reviendra lorsque la demande des principaux partenaires du Québec (en particulier l'Ontario et les États-Unis) augmentera et que la confiance des consommateurs et des entreprises sera rétablie. L'économie provinciale prendra de l'expansion, sur le plan des activités externes et internes. On prévoit toutefois un rythme plus modéré, légèrement inférieur à la moyenne nationale de 2,6 %.



Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail			
	07	08	09	10	07	08	09	10	%				Milliers				07	08	09	10
T.-N. & L.	9,1	-0,1	-3,5	2,0	0,7	1,5	-2,4	1,1	13,6	13,2	15,4	15,5	2,6	3,2	3,1	3,0	9,0	7,6	0,9	4,3
Î.-P.-É.	2,4	0,9	-0,1	2,0	1,1	1,3	-2,0	1,2	10,3	10,7	12,7	12,9	0,8	0,7	0,6	0,7	7,7	5,6	-1,0	4,0
N.-É.	1,7	2,0	-0,4	2,6	1,3	1,2	-0,1	1,0	8,0	7,7	9,3	9,6	4,8	4,3	3,3	3,5	4,2	4,2	-1,7	4,4
N.-B.	1,7	0,0	-0,8	2,7	2,1	0,9	-0,2	0,7	7,5	8,6	9,3	9,8	4,2	4,2	3,6	3,5	5,7	5,9	-1,6	4,1
QUÉ.	2,6	1,0	-1,9	2,2	2,3	0,8	-1,0	1,1	7,2	7,2	8,8	9,4	48,6	47,9	40,5	39,0	4,6	5,1	-1,4	4,6
ONT.	2,3	-0,4	-3,1	2,6	1,6	1,4	-2,4	1,0	6,4	6,5	9,3	9,9	68,1	75,6	51,9	65,0	3,9	3,5	-3,1	4,1
MAN.	3,3	2,4	0,1	3,0	1,6	1,7	0,2	1,3	4,4	4,1	5,2	5,6	5,7	5,6	4,2	5,3	8,8	7,2	-1,7	5,1
SASK.	2,5	4,4	-1,3	3,6	2,1	2,2	1,5	1,0	4,2	4,1	4,9	5,3	6,0	6,8	3,2	3,7	13,0	10,6	-1,3	5,8
ALB.	3,1	-0,2	-2,8	3,0	4,7	2,7	-1,1	1,1	3,5	3,6	6,6	7,1	48,3	29,0	17,1	28,0	9,3	-0,1	-7,3	5,6
C.-B.	3,0	-0,3	-2,6	3,2	3,2	2,1	-2,5	2,1	4,2	4,6	7,7	7,6	39,2	34,3	14,8	24,0	6,7	0,3	-6,4	6,0
CANADA	2,5	0,4	-2,4	2,6	2,3	1,5	-1,6	1,2	6,0	6,2	8,5	9,0	228	211	142	176	5,8	3,4	-3,5	4,8

Québec

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	244 422	251 028	254 708	259 032	265 888	268 609	263 640	269 440
	évolution (%)	1,2	2,7	1,5	1,7	2,6	1,0	-1,9	2,2
Nombre d'emplois	en milliers	3 629	3 680	3 717	3 765	3 852	3 882	3 844	3 888
	évolution (%)	1,7	1,4	1,0	1,3	2,3	0,8	-1,0	1,1
Taux de chômage	(%)	9,1	8,5	8,3	8,0	7,2	7,2	8,8	9,4
Ventes au détail	en millions de dollars	75 326	78 518	82 533	86 709	90 663	95 321	94 010	98 299
	évolution (%)	4,5	4,2	5,1	5,1	4,6	5,1	-1,4	4,6
Mises en chantier	unités	50 289	58 448	50 910	47 877	48 553	47 925	40 500	39 000
	évolution (%)	18,5	16,2	-12,9	-6,0	1,4	-1,3	-15,5	-3,7

Source : Statistique Canada, prévisions de Recherche économique RBC

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

